

## **DÉLIBÉRATION 2024 32 – Recours au bénévolat**

Séance du Comité syndical du 2 décembre 2024

### **Exposé des motifs**

Une collectivité publique peut bénéficier occasionnellement de la collaboration bénévole de personnes tiers pour l'exécution des missions dont elle a la charge. Cette collaboration peut résulter d'une sollicitation, voire d'une réquisition, de sa part ou, plus couramment, découler d'une « offre de collaboration » formulée par un tiers et acceptée par elle.

Pour être régulière, la collaboration doit s'inscrire dans le cadre de l'exécution d'une mission de service public et être gratuite.

Le recours à un collaborateur bénévole n'obéit pas à un formalisme particulier et peut valablement faire l'objet d'une acceptation tacite par la collectivité bénéficiaire dès lors qu'il est prouvé que les missions réalisées par le collaborateur lui ont été utiles. Il est toutefois possible d'officialiser la collaboration bénévole par une décision d'acceptation et, si nécessaire, par la signature d'une convention.

La qualité de collaborateur bénévole permet à ce dernier de bénéficier d'un statut protecteur au titre des dommages qu'il pourrait subir à l'occasion de son intervention puisque la collectivité est responsable de plein droit à son égard, alors même qu'elle n'a commis aucune faute. Cette responsabilité sans faute signifie que le collaborateur bénévole est couvert par le Syndicat et qu'il n'a pas à rapporter la preuve d'une faute de sa part pour être indemnisé. Il doit seulement prouver l'existence d'un préjudice direct et certain, conséquence directe de sa participation effective au service public.

Il en est de même s'agissant des dommages qu'il pourrait occasionner à des tiers. C'est la collectivité qui en est responsable de plein droit et non le collaborateur lui-même puisqu'il est assimilé par la jurisprudence à un agent public. En revanche, il demeure responsable des fautes personnelles, détachables du service, qu'il peut commettre.

Au titre de sa responsabilité de plein droit envers ses collaborateurs bénévoles, le Syndicat s'est assuré que son contrat d'assurance le garantissait bien contre les risques liés au recours à de tels collaborateurs.

Le Syndicat étant amené à organiser des événements ayant pour thématique les mobilités partagées, les intervenants qu'il sollicitera seront des agents des fonctions publiques d'Etat et territoriale, des professionnels du secteur privé ou encore des représentants du monde associatif.

Concernant le remboursement de certains frais réellement engagés par le bénévole, ce dernier devra fournir au Syndicat le ou les justificatifs mentionnant l'objet de la dépense ou du déplacement :

- Frais kilométriques pour les voitures selon le barème applicable en 2024

Puissance administrative (en CV)	Distance (d) jusqu'à 5 000 km	Distance (d) de 5 001 km à 20 000 km	Distance (d) au-delà de 20 000 km
3 CV et moins	$d \times 0,529$	$(d \times 0,316) + 1\,065$	$d \times 0,370$
4 CV	$d \times 0,606$	$(d \times 0,340) + 1\,330$	$d \times 0,407$
5 CV	$d \times 0,636$	$(d \times 0,357) + 1\,395$	$d \times 0,427$
6 CV	$d \times 0,665$	$(d \times 0,374) + 1\,457$	$d \times 0,447$
7 CV et plus	$d \times 0,697$	$(d \times 0,394) + 1\,515$	$d \times 0,470$

- Justificatifs de péages
- Frais de repas à hauteur de 20 € par repas

La décision de recours au bénévolat étant prise par le Comité syndical, je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président

## DÉLIBÉRATION 2024 32 – Recours au bénévolat

Séance du Comité syndical du 2 décembre 2024

Vu l'arrêt n°187649 du Conseil d'État du 31 mars 1999 – 5<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> sous-sections réunies ;

Vu les arrêts du Conseil d'État, n° 289646 du 24 janvier 2007, et n° 2970712 octobre 2009 ;

Considérant que pour assurer les événements liés aux mobilités partagées, le Syndicat devra recourir à des collaborateurs bénévoles ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

**Article 1** : ACCEPTE le recours à des collaborateurs bénévoles lors de l'organisation d'événements sur les mobilités partagées ;

**Article 2** : APPROUVE le modèle de convention type annexée à la présente délibération qui précise les conditions et les modalités de la collaboration bénévole et autorise le Président à signer ces conventions ;

**Article 3** : FIXE sur présentation de justificatifs le remboursement des frais engagés par le bénévole selon les modalités suivantes :

- Frais de transport : 2<sup>nd</sup>e classe pour les billets de train ; classe économique pour les billets d'avion si aucun autre moyen de transport n'est possible
- Frais kilométriques pour les voitures selon le barème applicable en 2024

Puissance administrative (en CV)	Distance (d) jusqu'à 5 000 km	Distance (d) de 5 001 km à 20 000 km	Distance (d) au-delà de 20 000 km
3 CV et moins	$d \times 0,529$	$(d \times 0,316) + 1\,065$	$d \times 0,370$
4 CV	$d \times 0,606$	$(d \times 0,340) + 1\,330$	$d \times 0,407$
5 CV	$d \times 0,636$	$(d \times 0,357) + 1\,395$	$d \times 0,427$
6 CV	$d \times 0,665$	$(d \times 0,374) + 1\,457$	$d \times 0,447$
7 CV et plus	$d \times 0,697$	$(d \times 0,394) + 1\,515$	$d \times 0,470$

- Justificatifs de péages
- Frais de repas à hauteur de 20 € par repas

**Article 3** : AUTORISE le Président à effectuer les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Président,  
  
Sylvain Raffaud

Accusé de réception en préfecture  
075-200021624-20241202-2024-32-DE  
Date de réception préfecture : 02/12/2024